

DECLARATION LIMINAIRE DU CTL DU 13 SEPTEMBRE 2017

Madame la présidente,

Depuis 2 mois, le nouveau gouvernement annonce et applique de vieilles recettes politiques :

- 5 milliards d'économies sur le budget de l'Etat (268 Millions uniquement pour Bercy)
- 20 milliards de dépenses publiques du CICE sanctuarisées en baisse de cotisations patronales sans contrepartie en emplois.

Pour le MEDEF c'est encore cadeau !

Pour les salariés, citoyens et usagers que nous sommes, toujours moins de droits.

Depuis 2 mois, les choix de ce gouvernement sont clairs, les salariés doivent payer :

- remise en cause des garanties collectives avec l'attaque contre le code du travail ;
- réduction de la qualité des services publics par la suppression 120 000 fonctionnaires ;
- diminution de l'offre de Service public ;
- réforme des retraites dans une logique de capitalisation et remise en cause des pensions ;
- augmentation de 1,7 % de la CSG (actifs, retraités) ;
- diminution du montant des APL à hauteur de 5 euros par mois.

Pour les agents publics, et notamment ceux de la DGFIP, ce sera régime sec :

- rétablissement du jour de carence, gel du point d'indice et hausse de la CSG ;
- généralisation du RIFSEEP en 2019 avec modulation des primes en fonction du mérite ;
- de nouvelles suppressions d'emplois à la DGFIP après les 30 000 en 10 ans ;
- reprise des restructurations à la DGFIP;
- dégradation continue des conditions de travail, conséquence directe des manques d'effectifs et des changements des process de travail à un rythme insoutenable.

Le bilan est lourd... et ce n'est que le début !!!

Au niveau local, c'est aussi affligeant :

- fermeture de service
- fusion de services
- transfert d'activités
- modification ou réduction d'horaire d'ouverture...

C'EST INNACCEPTABLE !!!

Depuis plusieurs années nous ne cessons de tirer le signal d'alarme et de relayer le malaise grandissant des collègues qui se sentent comme des pions malléables, méprisés par la hiérarchie.

La CGT Finances Publiques 76 condamne avec la plus grande fermeté la continuité de la politique d'austérité menée dans ce pays qui conduit à la diminution des moyens, à la dégradation des conditions de travail et à l'abandon du Service Public.

Rouen, le 5 septembre 2017